

Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël : « Reconnaître un État palestinien après le massacre du 7 octobre revient à donner un prix à la barbarie »

écrit par Monique B | 4 août 2025



(crédit photo Ambassade d'Israël en France)



(crédit photo Ambassade d'Israël en France)

Joshua Zarka, ambassadeur d'Israël : « Reconnaître un État palestinien après le massacre du 7 octobre revient à donner un prix à la barbarie »

PAR [ETIENNE FAUCHAIRE](#) 1 août 2025 19:07 Mis à jour: 1 août 2025 20:49

ENTRETIEN – À la suite de l'annonce d'Emmanuel Macron en faveur de la reconnaissance d'un État palestinien, Londres et Ottawa ont rapidement emboîté le pas à Paris. Pour l'ambassadeur d'[Israël](#) en France, loin d'ouvrir une perspective de paix, cette initiative représente au contraire une « erreur historique » du président de la République. Dans cet entretien, [Joshua Zarka](#) explique pourquoi, selon lui, la création d'un État palestinien a échoué à plusieurs reprises au cours des dernières décennies. Le diplomate commente également les révélations de documents retrouvés à Gaza, faisant état de supposés contacts clandestins entre le renseignement français et le Hamas, et livre son analyse de la couverture médiatique du conflit par les grands titres de la presse occidentale, dont il dénonce un biais idéologique progressiste.

Epoch Times : Organisée par la France en partenariat avec l'Arabie saoudite, la conférence de l'ONU sur le conflit israélo-palestinien s'est achevée mercredi par la signature de « l'appel de New York », qualifié d'historique par le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot. À la suite de l'annonce d'Emmanuel Macron, qui a déclaré qu'il reconnaîtrait un État de Palestine en septembre, le Royaume-Uni puis le Canada ont indiqué qu'ils s'apprêtaient à en faire autant. La France est-elle responsable de cet effet domino ?

Joshua Zarka : Oui, car la France a déployé d'intenses efforts diplomatiques pour tenter de convaincre d'autres pays de se joindre à elle dans cette initiative. Il était évident qu'elle ne voudrait pas porter seule le poids de cette décision et chercherait donc à partager la responsabilité de cette erreur historique.

Le 25 juillet, le président américain Donald Trump a toutefois estimé que la déclaration d'Emmanuel Macron « n'avait pas beaucoup de poids ». Mais après que le Canada a, à son tour, annoncé son intention de reconnaître un État palestinien, il a haussé le ton, annonçant qu'il pourrait dès lors renoncer à un accord commercial avec son voisin. Selon vous, les États-Unis ont-ils sous-estimé la portée de l'action française ?

Non, car même si le Canada, le Royaume-Uni ou d'autres pays adoptent la même position que la France, cela n'aura, *in fine*, aucun poids réel sur la création d'un État palestinien. La seule chose qui compte, ce sont des négociations directes entre nous et les Palestiniens. Et tant que les Palestiniens n'accepteront pas des conditions de base très simples, – la fin de la guerre, la libération de nos otages ou encore une réforme profonde de l'Autorité palestinienne –, aucune reconnaissance internationale, qu'elle vienne de la France ou de tout autre pays, n'aura la moindre importance.

Si vous estimez que la décision d'Emmanuel Macron n'aura

finalement aucune conséquence concrète, vous la qualifiez néanmoins « d'erreur historique ». Pourquoi ?

Il faut d'abord rappeler que ce n'est pas Israël qu'il faut convaincre de vivre en paix avec les Palestiniens. Nous leur avons déjà proposé à quatre reprises la création d'un État. À chaque fois, l'Autorité palestinienne a refusé : trois fois sous Yasser Arafat et une quatrième fois sous Mahmoud Abbas.

Plus récemment encore, lors du premier mandat du président Trump, les États-Unis avaient présenté ce qui avait été nommé le « Deal of the Century », un plan de paix qui incluait là aussi la création d'un État palestinien. Et là encore, Israël l'avait accepté, mais les Palestiniens, de nouveau, l'ont rejeté.

Le véritable problème, et il est très inquiétant, c'est que les gouvernements français, britannique et canadien non seulement refusent d'admettre que les Palestiniens ont systématiquement rejeté la perspective d'un État dans le cadre d'un projet de paix, mais en plus préfèrent exercer des pressions sur Israël, et ce après que nous avons subi l'attaque la plus inhumaine et barbare de notre histoire récente. Il existe une différence fondamentale entre reconnaître un État palestinien avant et après le 7 octobre.

Le message envoyé, à ce titre, est désastreux : cela revient à donner un prix à la barbarie, en disant implicitement que la violence et la terreur perpétrées par les terroristes du Hamas ont fonctionné. Tous les gouvernements qui auront reconnu un État palestinien après le 7 octobre n'auront donc plus aucun rôle à jouer au Moyen-Orient tant qu'Israël sera impliqué dans le processus.

Dans l'appel de New York, les ministres des Affaires étrangères signataires, soulignant leur « attachement sans faille à la vision de la solution des deux États » et appelant à l'exclusion du Hamas, jugent « qu'il est important d'unifier la bande de Gaza avec la

Cisjordanie, sous l'Autorité palestinienne ». Pourquoi un État palestinien excluant le Hamas mais placé sous le contrôle de l'Autorité palestinienne ne constitue-t-il pas, à vos yeux, une solution viable ?

En plus d'avoir reçu à plusieurs reprises des propositions concrètes de création d'un État, il convient de rappeler que les Palestiniens ont déjà eu l'opportunité de bâtir leur propre pays, en 2005, lorsque nous nous sommes retirés unilatéralement de la bande de Gaza et que le territoire a été précisément placé sous le contrôle exclusif de l'Autorité palestinienne. À l'époque, Ariel Sharon, alors Premier ministre d'Israël, déclarait à l'ONU :

« Cette semaine, le dernier soldat israélien a quitté la bande de Gaza et la règle militaire a pris fin dans cette région. Israël a démontré qu'il était prêt à faire des concessions douloureuses pour mettre fin au conflit avec les Palestiniens. À présent, c'est au tour des Palestiniens de faire la preuve de leur volonté de paix. La fin du contrôle et de la responsabilité israélienne dans la bande de Gaza leur permet maintenant, s'ils le veulent, de développer leur économie et d'édifier une société orientée vers la paix, développée, libre, fondée sur le droit, la transparence et la démocratie. »

Mais qu'en ont-ils fait ? Au lieu de saisir cette chance historique, Gaza s'est rapidement transformé en base de tirs de missiles contre Israël, sous le contrôle du Hamas.

La même logique s'est répétée en Cisjordanie. Après les accords d'Oslo, Israël s'est retiré de plusieurs zones, placées là aussi sous l'autorité de l'Autorité palestinienne. Qu'a-t-on vu ? L'implantation de bases terroristes.

Alors, peut-on sérieusement douter de ce qui se passerait aujourd'hui si Israël acceptait la proclamation d'un État palestinien sous contrôle de l'Autorité palestinienne ?

Par ailleurs, l'Autorité palestinienne est incapable de bâtir la paix parce qu'elle est aussi complètement gangrenée par la corruption, à commencer par son président autoproclamé, Mahmoud Abbas, élu en 2006 pour un mandat de quatre ans... qui dure encore près de vingt ans plus tard.

Abbas est désormais multimillionnaire, voyageant même à bord d'un jet privé qui lui appartient personnellement. Peut-on sérieusement croire qu'une telle fortune ait pu être accumulée autrement que par la corruption ?

L'exemple de la famille Arafat est tout aussi édifiant. Zahwa Arafat, la fille de Yasser Arafat, ancien chef de l'Autorité palestinienne, dispose d'une fortune estimée à 8 milliards de dollars, issue de « l'aide aux Palestiniens » héritée de son père. Il est évident qu'une telle richesse ne peut provenir du salaire d'un responsable politique, encore moins d'un terroriste.

La perspective d'un État palestinien placé sous le contrôle de l'Autorité palestinienne ne peut mener nulle part ailleurs qu'à l'échec.

Israël est accusé de rechercher la guerre plutôt que la paix. Si, comme vous l'affirmez, ce n'est pas Israël qu'il faudrait convaincre de vouloir vivre en paix avec les Palestiniens, comment compteriez-vous les persuader que vous êtes réellement prêts à la paix ?

En plus de ce que je viens d'énoncer, encore faudrait-il que l'Autorité palestinienne transmette à l'école une éducation et des valeurs orientées vers la paix. Or, la réalité est tout autre : depuis sa création il y a 30 ans, elle inculque aux enfants devenus aujourd'hui adultes pour la plupart une véritable culture de mort et de terrorisme, par le biais de contenus pédagogiques incitant à la violence, glorifiant les attaques et encourageant le jihad.

Et il ne s'agit pas de simples slogans. Les manuels scolaires palestiniens enseignent, par exemple, la compréhension de textes à travers des récits exaltant

des attentats à la bombe, où des Palestiniens « tranchent la gorge de soldats ennemis » ou « portent des ceintures d'explosifs ». En mathématiques, certains exercices consistent même à compter le nombre de kamikazes. Je ne vous fais pas un dessin de la mentalité façonnée chez une personne ayant grandi dans un tel environnement éducatif.

Tant que ce système ne sera pas profondément réformé, une perspective de paix relève de l'illusion.

Jean-Noël Barrot s'est félicité de la lettre adressée en juin dernier par Mahmoud Abbas à Emmanuel Macron, dans laquelle le président de l'Autorité palestinienne donne justement son accord pour réformer les manuels scolaires afin d'y supprimer les discours incitant au terrorisme. Il y déclare en outre, « pour la première fois, condamner les attaques du 7 octobre, appeler à la libération immédiate des otages du Hamas, demander le désarmement de ce dernier et son exclusion de la gouvernance de Gaza [...], s'engager à organiser des élections présidentielles et législatives en 2026, et assumer que l'État palestinien sera démilitarisé » : autant de conditions que Benyamin Netanyahu avait fixées dans son discours de 2009 à Bar-Ilan pour envisager la création d'un tel État, a rappelé le ministre français des Affaires étrangères. On en déduit que vous ne croyez pas dans la bonne foi de la partie adverse ?

Les promesses n'engagent que ceux qui les croient. Cette séquence me rappelle, de façon à la fois gênante et inquiétante, l'épisode historique de l'accord de Munich, signé le 30 septembre 1938 par le Royaume-Uni et la France avec l'Allemagne nazie, dans l'espoir illusoire d'obtenir la paix à tout prix.

Censé calmer les exigences pangermaniques d'Hitler, ce compromis autorisait le Führer, qui avait déjà annexé l'Autriche en mars 1938, à annexer la région des Sudètes, sans même que la Tchécoslovaquie, pourtant

directement concernée dans son intégrité territoriale, ne soit conviée aux négociations.

De retour à Londres, Neville Chamberlain avait brandi triomphalement le document signé avec Hitler, proclamant qu'il apportait « la paix pour notre temps ». Churchill avait répliqué avec cette célèbre formule : « Vous aviez le choix entre la guerre et le déshonneur. Vous avez choisi le déshonneur, et vous aurez la guerre. »

Quelques mois plus tard, en mars 1939, Hitler violait ouvertement ces accords de Munich, achevant le démembrement de la Tchécoslovaquie, puis en septembre de la même année, il envahissait cette fois la Pologne, déclenchant la Seconde Guerre mondiale.

Des médias israéliens ont révélé l'existence supposée de contacts clandestins entre la France et le Hamas, s'appuyant sur des documents découverts à Gaza relatant une réunion qui se serait tenue dans l'émirat du Qatar le 16 octobre 2020. Selon ces pièces, rendues publiques par la chaîne 12, l'initiative de ce dialogue secret aurait été prise par Paris, à une époque où les représentants français exprimaient des critiques face à la politique américaine au Moyen-Orient. Un haut responsable des services de renseignement français, accompagné de son équipe, aurait exprimé son « plaisir » de participer à cette rencontre, affirmant agir « avec l'aval du président Macron » et soulignant une proximité historique de la France avec « le combat palestinien ». En face, deux figures de premier plan du Hamas, Moussa Abou Marzouk et Khaled Mechaal, auraient réagi en réaffirmant leur détermination à poursuivre leur « résistance centenaire jusqu'à la victoire » et promis la défaite de « l'entité sioniste », sans qu'une réaction française n'ait été mentionnée dans ces documents, selon ces sources médiatiques. Interrogé, un porte-parole du Quai d'Orsay a fermement démenti, qualifiant ces informations d'« accusations sans fondement » visant, selon lui, à « discréditer » les

efforts de la diplomatie française en faveur d'une solution négociée au conflit israélo-palestinien. Ces documents sont-ils authentiques ou s'agit-il de faux visant à discréditer l'exécutif français ? S'ils sont authentiques, Israël y voit-il le signe que le gouvernement d'Emmanuel Macron cherche moins à favoriser une solution au conflit qu'à apporter son soutien au « combat palestinien » ?

Tout ce que je peux dire à ce sujet, c'est qu'il s'agit d'informations issues du renseignement, et non de documents officiellement publiés. Ce que je peux confirmer, en revanche, c'est que dans les tunnels du Hamas, un très grand nombre de documents ont été découverts.

Il s'agit notamment de rapports internes faisant état de rencontres entre ses représentants et des délégués de différents pays, au Qatar ou ailleurs. Ces documents, rédigés par le Hamas lui-même à destination de sa direction à Gaza, constituent donc une réalité factuelle.

Je ne peux malheureusement pas répondre plus directement à l'autre question, car nous parlons ici de renseignements, et non de déclarations officielles.

Il existe actuellement une guerre de l'information au sujet de l'existence d'une famine à Gaza, avec d'un côté Jean-Noël Barrot par exemple qui dénonce « un mouroir où les corps portent les stigmates de la famine » et, de l'autre, Israël qui soutient qu'« il n'y a pas de famine », mais que le Hamas « aggrave délibérément » la situation des Palestiniens en tentant « d'entraver l'acheminement de l'aide ». Le 28 juillet, Trump a estimé que « d'après ce qu'on voit à la télévision, ... ces enfants ont l'air très affamés », avant de souligner, hier, que la crise humanitaire était causée par le Hamas. La une du New-York Times du 25 juillet titrée « Les Gazouis meurent de famine » et illustrée par l'image de Mohammed Zakaria al-Mutawaq, 18 mois,

présentant un corps famélique, avait alors tourné à travers le monde, jusqu'en France, où Le Monde a repris la photo, titrant « dans la bande de Gaza, les ravages de la famine ». Toutefois, sous pression, le quotidien américain a finalement reconnu le 29 juillet avoir utilisé une photo d'un enfant souffrant en réalité de problèmes de santé préexistants. Quelle est votre réaction sur cette affaire ?

Qu'on assiste aujourd'hui à un relâchement alarmant des normes professionnelles du journalisme. Des journaux qui, autrefois, inspiraient confiance, tels que *Le Monde* ou d'autres grandes publications, se sont transformés en vecteurs de propagande, abandonnant leur mission première : rapporter des faits fiables et vérifiés. Ces médias reflètent l'orientation idéologique de ces gouvernements progressistes qui militent pour la reconnaissance d'un État palestinien.

L'exemple du *New York Times* est révélateur. Cette fausse information fut publiée en une, tandis que la rectification fut discrètement reléguée en bas d'article, hors de portée de la majorité des lecteurs. Sur X, elle n'a même pas été relayée par le compte principal du média, suivi par 55 millions d'abonnés, mais par un compte secondaire, destiné aux relations publiques, n'en comptant que 89.000. En France, *Le Monde* n'a, de son côté, rien corrigé.

Tout au long du conflit, d'autres médias ont publié sans scrupules des images d'enfants provenant d'autres théâtres de guerre au Moyen-Orient pour les présenter comme des enfants palestiniens en détresse. Le 19 octobre 2023, *Libération* a même mis en une la photo choc d'un bébé sous les gravats... qui s'est avérée avoir été générée par intelligence artificielle.

Par ailleurs, il faut souligner l'existence d'un financement organisé de la désinformation, en particulier par le Qatar, principal bailleur de fonds des Frères musulmans et de l'islam politique. Depuis des

années, cet État mène, via ses fonds, une vaste campagne de propagande contre Israël, allant jusqu'à financer des politiciens et des médias en Europe et ailleurs.

Quelle est votre vision du cas d'Haaretz ? Par exemple, plus tôt ce mois-ci, ce média israélien a publié un article devenu viral affirmant que des soldats israéliens avaient tiré sur la foule lors de distributions alimentaires : une information reprise par plusieurs journalistes, dont Julien Pain, fact-checkeur chez France Info. Or, il est vite apparu que la version anglaise de l'article différait sensiblement de la version hébraïque. En anglais, Haaretz écrivait que des soldats israéliens avaient « reçu l'ordre de tirer délibérément sur des Palestiniens désarmés ». En hébreu, en revanche, il était indiqué qu'ils avaient reçu l'ordre de tirer en direction des foules rassemblées près des sites de distribution afin de les tenir à l'écart. Par la suite, Haaretz a finalement fait savoir que ces tirs « n'avaient pas pour but de tuer », mais qu'il s'agissait bien de « tirs de dispersion ».

Quand j'étais jeune, Haaretz était considéré comme le journal le plus sérieux d'Israël, et c'est celui que je lisais. Mais depuis longtemps, il n'est plus que l'ombre de ce qu'il était.

Au-delà de ses biais idéologiques flagrants, il faut aussi souligner l'intérêt commercial qui guide aujourd'hui ce type de publication. Comme *Le Monde* ou le *New York Times*, Haaretz cherche avant tout à vendre. Ses dirigeants savent pertinemment que la majorité de leurs lecteurs appartiennent à un camp politique bien précis. Pour conserver cette clientèle, ils n'hésitent pas à publier des informations biaisées, voire des fausses nouvelles, destinées à conforter la vision du monde attendue par leur lectorat.

Le 28 juillet, RMC a consacré un reportage élogieux au parcours de Nour Atallah, une Palestinienne originaire de Gaza ayant obtenu une bourse du consulat français de

Jérusalem, placé sous la supervision directe du ministère des Affaires étrangères, pour poursuivre ses études à Sciences Po Lille. Mais rapidement, plusieurs internautes ont révélé qu'elle avait publiquement salué les attentats du 7 octobre, glorifié Adolf Hitler, relayé des appels à l'exécution des otages israéliens ou appelant encore à « tuer les Juifs partout ». Jean-Noël Barrot a déploré des « criblages insatisfaisants ». Dans ce contexte, alors que la Cour nationale du droit d'asile a décidé plus tôt ce mois-ci d'accorder en France le droit d'asile aux Palestiniens gazaouis, êtes-vous inquiet pour la sécurité des Français de confession juive ?

Si la direction de Sciences Po Lille a réagi en annulant son inscription et qu'une enquête judiciaire a été ouverte contre cette Palestinienne, cette affaire n'est malheureusement que le symptôme d'une montée inquiétante d'un antisémitisme meurtrier, en France comme en Europe, alimenté par la progression d'un islamisme politique insuffisamment combattu. On n'avait pas connu de parallèle d'une telle intensité depuis les années 1930. La situation est intenable et extrêmement dangereuse pour les Juifs.

L'alerte avait d'ailleurs commencé dès le lendemain des attentats. Le 12 octobre, à Paris, alors qu'Israël venait à peine de répliquer au pogrom barbare visant à tuer le plus grand nombre possible de Juifs, des manifestations aux slogans ouvertement antisémites éclataient déjà. Très vite, ce phénomène s'est propagé à d'autres villes et à d'autres pays.

Alors oui, nous sommes inquiets. Car cette montée de l'antisémitisme favorisée par l'expansion de l'islamisme politique est une réalité qu'il faut regarder en face et combattre. Je sais que la France dispose des mécanismes nécessaires pour lutter contre ce fléau, et j'espère qu'elle saura les mobiliser avec détermination.

PAR [ETIENNE FAUCHAIRE](#)

[Epoch Times](#)